



Le mobile des attentats de Paris et de Bruxelles

Par [Thierry Meyssan](#)

Mondialisation.ca, 28 mars 2016

voltaire.net.org

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),
[Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

On ne sait pour le moment qui a commandité les attentats de Paris et de Bruxelles. Plusieurs pistes ont été énoncées. Cependant, seule l'hypothèse d'une opération décidée par la Turquie est aujourd'hui étayée. Thierry Meyssan relate le conflit secret qui hante les relations entre l'Union européenne, la France et la Turquie depuis cinq ans.

Il est trop tôt pour désigner avec certitude le commanditaire des attentats qui ont frappé Paris, le 13 novembre 2015, et Bruxelles, le 22 mars 2016. Cependant, pour le moment, seuls les éléments que nous allons exposer en fournissent une explication raisonnable.

Juste après la mort du fondateur de l'islamisme turc, Necmettin Erbakan, et alors que venait de débiter le « printemps arabe », le gouvernement Erdoğan conclut un accord secret avec la France. Selon un diplomate qui a étudié ce document, il fixe les conditions de participation de la Turquie aux guerres contre la Libye (qui venait de commencer) et contre la Syrie (qui allait suivre). La France, représentée par son ministre des Affaires étrangères Alain Juppé, s'engage notamment à régler la « question kurde » sans « porter atteinte à l'intégrité du territoire turc » ; une formule alambiquée pour signifier que l'on créera ailleurs un pseudo-Kurdistan et que l'on y expulsera les membres du PKK. Ce projet de nettoyage ethnique, qui n'est pas nouveau, avait été jusque-là exclusivement évoqué dans la littérature militaire israélienne qui décrivait le nouvel État à cheval sur la Syrie et l'Irak.



Le 31 octobre 2014, François Hollande raccompagne Recep Tayyip Erdoğan sur le perron de l'Élysée. Un autre invité vient de sortir discrètement par la petite porte, le Kurde Salih Muslim.

Le 31 octobre 2014, le président François Hollande profite d'une visite officielle de Recep Tayyip Erdoğan à Paris pour organiser une rencontre secrète, à l'Élysée, avec le co-président des Kurdes de Syrie, Salih Muslim. Ce dernier, trahissant les Kurdes de Turquie et leur leader Abdullah Öcalan, accepte de devenir le président du pseudo-Kurdistan qui devrait être créé à l'occasion du renversement du président démocratiquement élu Bachar el-Assad.

C'est le moment de la bataille de Kobané. Durant plusieurs mois, les Kurdes syriens défendent la ville face à Daesh. Leur victoire sur les jihadistes va renverser l'échiquier politique : si l'on veut vraiment combattre les jihadistes, il faut s'allier aux Kurdes. Or, les Kurdes syriens n'ont obtenus la nationalité qu'au début de la guerre, jusque-là ils étaient réfugiés politiques turcs en Syrie, chassés de leur pays lors de la répression des années 80. Les États membres de l'Otan considéraient alors le PKK, principale formation kurde de Turquie, comme une organisation terroriste. Désormais, ils vont distinguer le mauvais PKK turc du bon YPG syrien, bien que les deux organisations soient sœurs.



À l'issue de la bataille de Kobané, François Hollande change de camp et marque son soutien aux Kurdes en recevant à l'Élysée, le 8 février 2015, une délégation du YPG.

Coup de théâtre, le 8 février 2015, la France revient sur son engagement antérieur. François Hollande reçoit à l'Élysée, officiellement cette fois, la co-présidente des Kurdes de Syrie fidèle à Öcalan, Asya Abdullah, et la commandante Nesrin Abdullah en uniforme léopard. Salih Muslim est absent de la réunion.

Recep Tayyip Erdoğan réagit en commanditant un attentat de Daesh à Suruç contre une manifestation pro-Kurdes, le 20 juillet 2015. S'emparant de la rhétorique occidentale anti-terroriste, il déclare alors la guerre à la fois à Daesh et aux Kurdes, mais n'utilise ses moyens militaires que contre les derniers. Ce faisant, il met fin au cessez-le-feu et relance la guerre civile dans son propre pays. À défaut d'un pseudo-Kurdistan en Syrie, il provoquera l'exode des Kurdes vers l'Europe.

Le 3 septembre 2015, la publication de la photographie d'un enfant kurde noyé marque le début d'une vaste vague de migration depuis la Turquie, vers l'Union européenne, principalement vers l'Allemagne. Durant les premières semaines, les dirigeants allemands se félicitent de cet afflux massifs de nouveaux travailleurs dont leur industrie lourde a grand besoin, tandis que les médias expriment leur compassion pour les réfugiés qui fuiraient la dictature syrienne. Plus encore, le 29 septembre, les dirigeants français et allemands se saisissent de l'empathie envers les migrants pour étudier la possibilité de subventionner la poursuite de la guerre en versant 3 milliards d'euros à la Turquie ; un don que l'on présentera à l'opinion publique comme une aide humanitaire pour les réfugiés.

Fin septembre 2015, la Russie débute son opération militaire contre les jihadistes de tous poils. Recep Tayyip Erdoğan voit ainsi s'évanouir son projet. Il pousse alors Salih Muslim à lancer une opération de kurdisation forcée du Nord de la Syrie. Des brigades kurdes expulsent les professeurs arabes et assyriens des écoles et les remplacent par des enseignants kurdes. Les Syriens se révoltent et en appellent aux Russes qui calment la situation, non sans évoquer une possible fédéralisation ultérieure de la Syrie. La France est aux abonnés absents.

Le 13 novembre, la Turquie exaspérée des revirements de François Hollande prend la France en otage et commandite des attentats à Paris, faisant 130 morts et 413 blessés.

j'écrivais alors : « Les gouvernements français successifs ont noué des alliances avec des États dont les valeurs sont à l'opposé de celles de la République. Ils se sont progressivement engagés à livrer des guerres secrètes pour eux, avant de se rétracter. Le président Hollande, son chef d'état-major particulier le général Benoit Puga, son ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius et son prédécesseur Alain Juppé font aujourd'hui l'objet d'un chantage dont ils ne pourront sortir qu'en révélant dans quoi ils ont fourvoyé le pays. » [1].

Terrorisé, Paris revient précipitamment au plan Juppé de 2011. Avec Londres, il fait adopter le 20 novembre la résolution 2249 par le Conseil de sécurité. Sous couvert de lutte contre Daesh, il s'agit de justifier la conquête du Nord de la Syrie pour y créer, enfin, ce pseudo-Kurdistan où Recep Tayyip Erdoğan pourra expulser « ses » Kurdes. Mais les États-Unis et la Russie retoquent légèrement le texte de sorte que la France et le Royaume-Uni ne peuvent intervenir sans y être invités par la Syrie ; une situation qui n'est pas sans rappeler l'opération coloniale manquée de 1956, lorsque les troupes franco-britanniques tentèrent d'occuper le Canal de Suez avec le soutien d'Israël et de la Turquie, mais durent se retirer face aux froncements de sourcils des États-Unis et de l'URSS.

Durant les cinq mois et demi de l'intervention russe en Syrie, les relations turco-russes ne cessent de se dégrader. L'attentat contre le Vol 9268 Metrojet dans le Sinaï, les accusations de Vladimir Poutine au sommet du G20 à Antalya, la destruction du Sukhoï-24 et les sanctions russes contre la Turquie, la publication des photographies aériennes de la noria de camion-citernes acheminant le pétrole volé par Daesh à travers la Turquie, etc. Après avoir envisagé d'entrer en guerre contre la Turquie, la Russie décide finalement de jouer plus subtilement et de soutenir le PKK contre l'administration Erdoğan. Sergeï Lavrov parvient à convaincre son partenaire états-unien de profiter de la déstabilisation à venir de la Turquie pour organiser un renversement du dictateur Erdoğan. Le régime turc, qui se sait menacé à la fois par la Russie et les USA, tente de se refaire des alliés. Le Premier ministre Ahmet Davutoğlu se rend le 5 mars à Téhéran, tandis que le ministre des Affaires étrangères iranien, Mohammad Javad Zarif, se déplace à Ankara, le 18 mars. Mais la République

islamique n'entend pas se brouiller avec les deux Grands.

Le 14 mars, Vladimir Poutine annonce le retrait des bombardiers russes, le projet du pseudo-Kurdistan redevient donc possible. Mais Moscou et Washington prennent un coup d'avance : ils commencent à livrer indirectement des armes au PKK.

Manque de chance, cette fois, c'est l'Union européenne qui ne veut plus entendre parler de colonisation du Nord de la Syrie. La majorité des États-membres suit la politique étrangère imposée par Paris depuis cinq ans, avec l'absence de succès que l'on connaît. Pour marquer leur énervement, plusieurs États, dont la Belgique, ont accordé l'asile politique à des leaders kurdes turcs. Ils manifestent leur mauvaise humeur lors du sommet UE-Turquie des 17 et 18 mars au cours duquel ils sont contraints d'adopter définitivement la subvention de 3 milliards d'euros annuels à Ankara.

Je dénonçais alors le comportement des élites européennes qui, aveuglées par leur obsession anti-syrienne, reproduisaient la même erreur qu'en 1938. À l'époque, obsédées par leur anti-communisme, elles avaient soutenu le chancelier Hitler lors de l'annexion de l'Autriche et lors de la crise des Sudètes (accords de Munich), sans se rendre compte qu'elles armaient le bras qui allait les frapper [2].

Durant le sommet UE-Turquie, et donc indépendamment des décisions qui y furent prises, le président Erdoğan prononce un discours télévisé à l'occasion du 101ème anniversaire de la bataille de Çanakkale (« la bataille des Dardanelles » ; la victoire de l'Empire ottoman sur les Alliés) et en mémoire des victimes de l'attentat perpétré à Ankara quelques jours plus tôt. Il déclare :

« Il n'y a aucune raison que la bombe qui a explosé à Ankara, n'explose pas à Bruxelles ou dans une autre ville européenne (...) Là, je lance un appel aux États qui leur ouvrent les bras qui, directement ou indirectement, soutiennent les organisations terroristes. Vous nourrissez un serpent dans votre lit. Et ce serpent que vous nourrissez peut à tout moment vous mordre. Peut-être que regarder des bombes qui explosent en Turquie sur vos écrans de télévision ne signifie rien pour vous ; mais quand les bombes commenceront à exploser dans vos villes, vous comprendrez certainement ce que nous ressentons. Mais alors, il sera trop tard. Arrêtez de soutenir des activités que vous ne tolérez jamais dans votre propre pays, sauf lorsqu'elles sont contre la Turquie. » [3].

Quatre jours plus tard, des attentats frappent Bruxelles, faisant 34 morts et 260 blessés. Et pour que l'on ne pense pas à une coïncidence, mais bien à un acte délibéré, la presse turque du lendemain se réjouit de la punition infligée à la Belgique [4].

Depuis que le président Erdoğan a relancé la guerre civile, elle a coûté la vie à plus de 3 500 personnes en Turquie.

Dernière heure : « [Le roi de Jordanie accuse la Turquie de préparer le jihad en Europe](#) », Réseau Voltaire, 26 mars 2016.

Thierry Meyssan

[1] « [La République française prise en otage](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 16 novembre 2015.

[2] « [Le suicide européen face à la Turquie](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 21 mars 2016.

[3] Lire un extrait du discours : « [Erdoğān menace l'Union européenne](#) », par Recep Tayyip Erdoğan, *Réseau Voltaire*, 25 mars 2016.

[4] « [La Turquie revendique le bain de sang de Bruxelles](#) », par Savvas Kalèdèridès, Traduction Christian, *Réseau Voltaire*, 24 mars 2016.

Photo : En 2011, Alain Juppé pour la France et Ahmet Davutođlu pour la Turquie convenaient secrètement de faire créer un Sunnistan à cheval sur l'Irak et la Syrie (ce sera la fonction de Daesh) et un pseudo-Kurdistan afin d'y expulser les Kurdes de Turquie. Leur projet était soutenu par Israël et le Royaume-Uni.

✘ **Thierry Meyssan** : Consultant politique, président-fondateur du [Réseau Voltaire](#) et de la conférence [Axis for Peace](#). Dernier ouvrage en français : [L'Effroyable imposture : Tome 2, Manipulations et désinformations](#) (éd. JP Bertrand, 2007). Compte [Twitter](#) officiel.

La source originale de cet article est [voltaire.net.org](#)
Copyright © [Thierry Meyssan](#), [voltaire.net.org](#), 2016

Articles Par : **[Thierry Meyssan](#)**

A propos :

Intellectuel français, président-fondateur du Réseau Voltaire et de la conférence Axis for Peace. Dernier ouvrage en français : *L'Effroyable imposture : Tome 2, Manipulations et désinformations* (éd. JP Bertrand, 2007).

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca